

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 21 mars 2024

La Banque Centrale du Mexique (Banxico) a baissé son taux d'intérêt directeur de 0,25 points de pourcentage, de 11,25 % à 11 %.

LE CHIFFRE A RETENIR

11 %

Taux d'intérêt directeur de la
Banque Centrale du Mexique
au 22 mars 2024

Pour la première fois en 3 ans, Banxico a abaissé son taux d'intérêt directeur à 11 %, applicable dès le 22 mars 2024, conformément aux attentes du marché. Après un épisode d'inflation élevée (pic à 8,7 % en août et septembre 2022), Banxico avait augmenté son taux d'intérêt directeur pour faire face à l'augmentation du niveau général des prix. Désormais, Banxico prévoit un taux d'inflation à 4,6 % au 1^{er} trimestre 2024, qui retournerait au taux cible de 3 % (+/- 1 pp) au dernier trimestre de cette année.

Dans son communiqué, la Banque Centrale souligne la résilience de l'activité économique et du marché du travail ainsi que l'appréciation du peso et la désinflation (4,4 % en février 2024).

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Depuis début 2024, les annonces d'Investissement Direct Etranger (IDE), auraient atteint 31 Mds USD d'après le ministère de l'Economie. Le secteur manufacturier capterait la moitié de ces 73 annonces d'IDE. Plus précisément, les industries de la boisson, de la sidérurgie, de l'automobile, des pièces détachées et d'électronique seraient les principales concernées. Les autres secteurs, sujets à ces IDE seraient les médias (16 % des investissements annoncés), le commerce (15 %) et les transports (14 %). En tout, ces annonces pourraient générer près de 40 000 nouveaux emplois dans les 2 années à venir. Au regard de la distribution géographique, l'Etat de Querétaro serait l'état majoritairement choisi par les investisseurs (20 % des IDE annoncés) ainsi que l'Etat de México, le Nuevo León et l'Etat de Puebla. Pour finir, les Etats-Unis seraient à l'origine de 57 % des investissements annoncés, affirmant leur place de principal investisseur au Mexique. L'Allemagne se placerait en deuxième position avec 17 % de ces investissements, suivie de l'Argentine (14 %) puis de la Chine (6 %).

En 2023, l'investissement, aussi bien public que privé, aurait atteint un record de 24 % du PIB d'après l'Institution National de Statistiques et de Géographie (INEGI). Cette impulsion serait majoritairement due à l'investissement productif, qui aurait constitué le moteur de l'activité économique mexicaine en 2023. De ce fait, l'investissement aurait contribué à hauteur de 4,2 points à la croissance économique en 2023, devant la consommation (3 pp). En 2023, l'investissement public et privé auraient enregistré des taux de croissance annuels records s'élevant respectivement à 19,8 % et 19,4 %, malgré des conditions financières difficiles en lien avec le niveau élevé des taux d'intérêts. L'Institut Mexicain des Cadres Financiers (IMEF) s'attendrait à une baisse de l'investissement public en lien avec l'achèvement des projets prioritaires du gouvernement actuel, qui pourrait être compensé par l'investissement privé massif dans des parcs industriels dans le cadre du *nearshoring*.

Selon l'INEGI, l'activité économique aurait progressé de 2,4 % en février 2024 g.a. contre 2,2 % g.a. en janvier et 2,1 % g.a. en décembre 2023. Cette progression serait soutenue par les activités tertiaires (services) lesquelles auraient augmenté de 2 % g.a. en janvier et 2,6 % g.a. en février. De leur côté, les activités secondaires (industrie) auraient enregistré une croissance de 1,9 % g.a. en janvier contre 2,6 % g.a. en février. En somme, le premier trimestre enregistrerait une croissance modeste de 0,14 % g.t. et 2,1 % g.a., ce dernier étant le taux le plus faible depuis 2021. Dans cette perspective, Banxico aurait ajusté sa fourchette de prévisions de croissance pour 2024 dans sa publication trimestrielle de 2,2 % à 3,4 % contre 2,3 % à 3,7 % précédemment.

Claudia Sheinbaum, candidate aux élections présidentielles de juin 2024, propose que l'entreprise publique Petroleos Mexicanos (Pemex) participe à l'exploitation de

lithium. La candidate envisage que Pemex se diversifie et participe à la production de différents types d'énergie. Dans son programme, Pemex produirait des énergies renouvelables, géothermiques et électriques et exploiterait ainsi le lithium pour s'adapter au changement climatique. En matière d'énergies, Claudia Sheinbaum dispose d'un plan incluant entre autres la garantie de l'accès par l'ensemble de la population à l'électricité, le gaz et aux sources renouvelables à des prix accessibles et l'atteinte de la souveraineté énergétique.

Finances publiques

Le centre d'analyse des politiques publiques *México Evalúa* considère qu'une augmentation potentielle du taux d'impôt sur le revenu (ISR) de 34 % à 35 % pour les revenus supérieurs à 100 000 € annuels permettrait d'augmenter les recettes fiscales à hauteur de 2,4 % du PIB. Cette nouvelle stratification pour les particuliers concernerait les personnes gagnant plus de 8250 € (100 000 € annuels) et augmenterait leur impôt de 7 500 €. Avec le taux d'imposition actuel de 34 %, les personnes gagnant 100 000 € annuels paient 27 000 € d'impôts, si le taux d'imposition venait à augmenter d'1 pp, ceux-ci devraient s'acquitter de 35 000 €. A titre de comparaison, le taux d'imposition pratiqué au Mexique est supérieur à la moyenne appliquée en Amérique Latine (26,6 %) mais inférieur à la moyenne OCDE (42,8 %). *México Evalúa* considèrerait également l'ouverture de nouvelles tranches dans le tableau de l'ISR afin de rendre plus progressive l'augmentation du taux. En l'état actuel, les niveaux d'imposition seraient plus préjudiciables aux revenus inférieurs et moyens plutôt qu'aux supérieurs selon le centre d'analyse.

Claudia Sheinbaum, candidate aux élections présidentielles de juin 2024, souhaiterait réduire la dette publique liée au secteur énergétique et découpler la consommation d'énergie de la croissance économique. Dans son programme, la candidate souhaiterait réduire les émissions polluantes et de gaz à effet de serre ainsi que promouvoir des sources d'énergie renouvelables particulièrement dans les zones rurales où se consomment encore des bois de chauffage. Afin de parvenir aux objectifs susnommés, la candidate propose 10 points en cas d'élections dont (i) la garantie qu'il n'y aura pas d'augmentation en termes réels de l'essence, du diesel ou de l'électricité (ii) la garantie que Pemex et la CFE demeureront des entreprises publiques stratégiques et majoritaires dans leur secteur, (iii) la promotion de transport électrique public et privé et (iv) la promotion de l'industrie pétrochimique nationale.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 21/03/2024
Bourse (IPC)	1,38%	+7,53%	56 618,01 points
Change MXN/USD	0,42%	-10,04%	16,74
Change MXN/EUR	-0,38%	-10,00%	18,18
Prix du baril mexicain	7,53%	32,51%	77,87

Amérique centrale

En 2023, l'Amérique Centrale a reçu 52,5 Mds USD de remises de fonds de la part de ses migrants. Le secrétariat exécutif du Conseil monétaire centraméricain (Secmca) a indiqué les chiffres régionaux (hors Panama) dans le cadre de la conférence sur les perspectives macroéconomiques de la région centraméricaine et de la République dominicaine. De ce fait, les *remesas* régionales ont connu une augmentation de 9 % g.a. en 2023, soit 4 Mds USD supplémentaires par rapport à 2022. Ces montants ont majoritairement été à destination du Guatemala, avec 20 M USD (soit 38 % du total). La République Dominicaine a reçu 19 % des *remesas* de la région, le Honduras 17 %, El Salvador 16 %, le Nicaragua 9 % et le Costa Rica 1 %. En proportion du PIB, c'est le Nicaragua qui affiche la prééminence des *remesas* la plus élevée, à 27 %.

Costa Rica

La Bank of America qualifie le développement économique du Costa Rica de « jaguar », en analogie avec la croissance des économies « tigres » d'Asie du Sud Est au cours des années 1960, marquées par la combinaison d'une croissance élevée avec une maîtrise du niveau d'inflation. L'analyse des économistes de Bank of America loue ainsi (i) l'augmentation de la productivité, (ii) le rôle important des zones franches, (iii) la hausse des salaires réels (iv) et un modèle d'exportation améliorant la balance commerciale tout en renforçant la monnaie locale (Colon costaricien -CRC). Le Costa Rica disposerait en outre d'atouts supplémentaires aux « tigres » asiatiques avec (i) de meilleurs indicateurs en matière de santé, (ii) une offre d'exportation ne se limitant pas

à l'industrie manufacturière, et (iii) une diversification dans le développement de services.

Selon l'Institut National des Statistiques du Costa Rica, le taux de chômage se serait stabilisé autour de 8 % sur la période allant de novembre 2023 à janvier 2024. Cela constituerait une forte progression par rapport aux chiffres du T42022, où le chômage touchait 12 % de la population active. Le chômage des femmes se situerait désormais à 9 %, supérieur à celui des hommes, qui serait de 7 %. En outre, le taux d'informalité, s'il demeure élevé, serait aussi en baisse, atteignant 34,5 % contre 43 % sur la même période l'année précédente.

El Salvador

L'Union Européenne (UE) allouerait 5,6 M USD pour soutenir la numérisation de l'agriculture salvadorienne. Le financement s'inscrit dans le cadre de Global Gateway et irait au projet Mérian, signé entre le Ministère de l'Agriculture (MAG) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il vise à renforcer les capacités du Centre national de technologie agricole et forestière (CENTA) et de l'École nationale d'agriculture (ENA) et à favoriser la transition verte grâce à l'innovation, à la recherche et à l'enseignement agricole numérique. L'UE a noté que le projet serait géré pendant 3 ans par la FAO et l'Union internationale des télécommunications (UIT). Parmi les activités à réaliser, le MAG prévoirait d'améliorer la couverture d'assistance du CENTA et de promouvoir l'éducation numérique pour les vulgarisateurs et les chercheurs de l'institution.

Le gouvernement proposerait une exonération de l'impôt sur le revenu pour les investisseurs étrangers. Le projet de loi stipulerait que toutes les sommes reçues, sous quelque forme que ce soit, en provenance de l'étranger, telles que les mouvements de capitaux, les rémunérations, les prêts, les transferts de fonds et les trusts, seraient exclus de la loi sur l'impôt sur le revenu. Cette initiative serait soutenue par la commission des finances de l'Assemblée législative.

Guatemala

Selon l'Institut national des statistiques (INE), 7 Guatémaltèques sur 10 travailleraient dans l'économie informelle. De ce fait, 71 % de la population du pays serait employée dans le secteur informel. Ce dernier serait dominé par la population âgée de plus de 24 ans, répartie comme suit : 11 % en zone urbaine métropolitaine, 21 % dans les autres zones urbaines et 45 % en zone rurale. Les activités informelles prédominantes seraient l'agriculture (34 %), le commerce (28 %), et les industries manufacturières (13 %).

Le gouvernement prévoirait d'attirer 1,4 Md USD d'investissements directs étrangers (IDE) en 2024. Le ministère de l'Économie fait des IDE un des piliers de son Plan d'action pour l'économie ainsi que son développement local. Avec un tel apport, il

prévoit la création de 12 900 emplois cette année, ainsi que la possibilité d'investir 381 M USD dans 48 projets du secteur agro-industriel. Les secteurs prioritaires sont les industries agroalimentaires, le secteur électrique et électronique, le secteur pharmaceutique, la production de caoutchouc de haute qualité et les centres d'appel. Une autre partie du montant mentionné correspond au réinvestissement et à l'expansion des entreprises déjà présentes dans le pays. À la fin des quatre années de mandat, le ministère de l'Économie viserait une moyenne de 2 Mds USD d'IDE par an pour une croissance annuelle de 3,5 à 4 %. Il a ainsi annoncé élaborer une stratégie nationale pour attirer les IDE. En outre, il a annoncé qu'un soutien technique serait fourni dans le cadre de la discussion sur les initiatives relatives à la loi sur la concurrence.

La président Bernardo Arévalo a annoncé vouloir ouvrir la première ligne du métro de Guatemala City en 2027. Le chef d'État s'est exprimé à ce sujet à l'occasion d'une rencontre entre une délégation de la Banque Mondiale (BM), l'Agence nationale des alliances pour le développement des infrastructures économiques (Anadie) et le ministère des Finances. Le projet, qui fait partie des promesses électorales du Président, serait développé par le biais d'un partenariat public-privé, tandis que la BM fournirait des conseils techniques et financiers. L'Anadie a déjà remis les études de préfaisabilité, qui décrivent l'étape de 6 km entre Ciudad San Cristóbal (dans la municipalité de Mixco) et l'Obelisco (en zone métropolitaine) à parcourir en 10 minutes. La ligne 1 projetée atteindrait également la municipalité de Santa Catarina Pinula.

Honduras

Selon le Ministère des finances, la nouvelle dette publique extérieure contractée en 2023 s'élèverait à 1,3 Md USD. Selon un rapport du ministère (Sefin), les ressources contractées auraient servi à financer le programme d'investissement et l'appui budgétaire, pour un total supérieur de 40 M USD au niveau enregistré en 2022. À la fin de l'année 2023, le solde de la dette publique extérieure s'élevait à 8,5 Mds USD, soit 24,5 % du PIB. Dorénavant, la dette extérieure représenterait ainsi 51,1 % de la dette publique totale, constituant l'une des principales sources de financement de l'administration centralisée du Honduras.

Nicaragua

Moody's relève la note de crédit du Nicaragua à B2 avec une perspective stable. L'agence internationale de notation Moody's a relevé la note de la dette souveraine à long terme du Nicaragua, en monnaie locale et étrangère, de B3 à B2 avec une perspective stable. L'agence justifie sa décision par l'accumulation de réserves fiscales et extérieures significatives, dépassant leurs attentes, grâce à la persistance du soutien des bailleurs multilatéraux (notamment BCIE) et du niveau record des *remesas* reçues (cf. supra).

Les États-Unis annoncent des restrictions sur le commerce d'armes au Nicaragua. Ces restrictions ont été annoncées en raison de la poursuite de la « répression brutale exercée par le gouvernement de Daniel Ortega à l'encontre de la population » selon le département d'État. Elles concerneraient l'importation et l'exportation d'articles et de services de défense d'origine américaine destinés au Nicaragua ou provenant de ce pays, via des amendements à la réglementation sur le trafic international d'armes (ITAR). Les États-Unis auraient souligné qu'ils continueraient à utiliser tous les outils diplomatiques et économiques disponibles pour promouvoir la responsabilité du régime Ortega-Murillo et soutenir les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Panama

Selon l'Institut National des Statistiques et du Recensement (INEC), le PIB aurait atteint 83,38 Mds USD en valeur nominale en 2023, en hausse de 7,3 % par rapport à 2022. Cette croissance aurait été en partie impulsée par les secteurs de la construction et de l'industrie manufacturière, avec une augmentation de 37 % et 18 % respectivement. En outre, le Canal de Panama, malgré les restrictions sur le nombre de passages autorisés au cours de l'année, aurait vu ses recettes croître de 10 % en lien avec l'augmentation du prix des péages. Le taux de croissance du PIB, en phase avec l'estimation du FMI de début mars (+7,5 %) est légèrement supérieur aux dernières estimations de la Banque Mondiale (+7 %). Par ailleurs, la fermeture de la mine de cuivre et les perturbations du mois de novembre auraient en outre conduit à la perte d'environ 1,5 points de PIB en 2023. La prévision de croissance du FMI pour 2024 est de +2,5 %.

L'Autorité du Canal de Panama (ACP) prévoirait 8,5 Mds USD d'investissements sur la période 2024-2030 pour mener à bien son plan de neutralité énergétique. Ainsi, 3,5 Mds USD seraient destinés au renouvellement des infrastructures et au développement du hub multimodal. Le projet prévoit aussi d'allouer 2 Mds USD à la mise en œuvre des projets hydrauliques nécessaires pour améliorer l'approvisionnement en eau des écluses, la gestion et le stockage de l'eau. Le reste des fonds devraient être destinés à la décarbonation de la voie interocéanique, à l'achat de terrains et à la transformation numérique.

Selon l'INEC, l'indice des prix à la consommation aurait enregistré une hausse de 1,5 % g.a. en février 2024. Les principales augmentations concerneraient les prix des assurances (16,2 % g.a.), de l'essence (11,3 % g.a.) et des céréales (12 % g.a.).

Le 14 mars 2024, la Commission européenne a adopté un acte réglementaire délégué actant la sortie du Panama de la liste des juridictions des pays tiers qui présentent un risque élevé et des lacunes stratégiques dans leurs régimes de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Ce retrait suit la tendance amorcée par le GAFI qui a décidé de retirer le Panama de sa liste des juridictions sous

surveillance (liste grise) en octobre 2023. Selon le règlement délégué de la Commission, les informations actuellement disponibles ont permis de conclure que le Panama avait désormais remédié à ses carences, notamment en matière de « transparence de la propriété effective » justifiant cet acte réglementaire. Cet acte délégué entrera en vigueur dans un délai de vingt jours, sauf si une procédure d'objection est exprimée avant la fin du délai par décision à la majorité qualifiée du Conseil de l'Union Européenne ou par vote en plénière du Parlement européen.

Caraïbes

Barbade

Dans le cadre de la troisième revue des accords au titre du mécanisme de crédit élargi (MEDC) et de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), le FMI estime que l'économie de la Barbade aurait continué son redressement en 2023 avec une croissance économique estimée à 4,4 %, tirée par le tourisme et les secteurs connexes. La mission s'est félicitée des effets positifs du programme précédent, arrivé à son terme en décembre 2023 qui aurait permis d'assainir l'économie du pays. Le déficit public serait désormais estimé à 8 % du PIB contre 10,7 % en 2022 et les réserves internationales auraient augmenté pour atteindre 1,5 Md USD fin 2023, un objectif prioritaire du dernier programme.

Cuba

Cuba et la Russie renforcent leurs liens économiques et commerciaux. Le Vice-Premier ministre et ministre du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger, Ricardo Cabrisas, s'est rendu en Russie pour coprésider la 21^{ème} session de la commission intergouvernementale pour la coopération économique, commerciale et scientifique entre les deux pays. Au cours de ces échanges, les deux pays ont signé cinq documents, notamment des MoU, afin de développer la coopération dans le secteur de la biotechnologie. A la suite de la visite, un nouveau financement a été accordé à Cuba, destiné à l'approvisionnement en pétrole et produits pétroliers, en blé et engrais pour l'agriculture. En ce sens, le 12 mars dernier le président Vladimir Poutine avait ratifié les protocoles permettant la restructuration de la dette cubaine. Le texte prévoyait le report des paiements de l'échéancier 2023-2027 à 2028-2024, la possibilité de paiement en roubles et la nouvelle procédure pour le calcul des intérêts sur les versements différés. D'après le Vice-Ministre russe des Finances, la dette contractée par Cuba et qui a été restructurée s'élèverait à 277,3 M USD.

Dominique

D'après le FMI, après une croissance du PIB de 5,6 % en 2022 et 4,7 % en 2023, celle-ci atteindrait 4,6 % en 2024 et 4,3 % en 2025. Cette prévision s'appuie principalement sur la reprise du tourisme, l'expansion du secteur agricole et agroalimentaire et le développement de projets d'infrastructures conséquents. L'inflation aurait quant à elle ralenti de 9,7 % fin 2022 à 2,3 % fin 2023.

Selon les équipes du FMI, malgré une économie dynamique, la dette publique demeurerait élevée, autour de 102,9 % du PIB en 2023, encore loin des objectifs fixés par la règle budgétaire. Pour y faire face, le FMI recommande la mise en œuvre de mesures d'assainissement budgétaire échelonnées sur deux ans pour réaliser 24 M USD d'économies qui permettraient d'atteindre un excédent primaire de 3,5 % du PIB d'ici 2026. La stratégie recommandée consiste à « élargir la base des recettes en rationalisant les incitations fiscales, et à rationaliser stratégiquement les dépenses », et à donner la priorité aux investissements à fort rendement pour réduire l'exposition du système financier au secteur public.

Haïti

Le système bancaire haïtien compterait une faible quantité (550 M EUR) de ressources bancaires consacrées au crédit (un peu plus de 15 % des encours en gourde haïtienne sont des dépôts à terme), ce qui expliquerait en partie la faible proportion d'investissements privés dans le pays. En effet, au T4 2023, le système bancaire comptait 2,8 M de dépôts dont 2,6 M de dépôts d'épargne, 180 000 de dépôts à vue et 20 000 de dépôts à terme. Les banques accorderaient un taux d'intérêt de 0,5 % en moyenne sur les dépôts d'épargne et aucun sur les dépôts à vue, les dépôts à terme devraient donc être favorisés par les clients puisque les intérêts sont plus élevés, ce qui leur permettrait d'atténuer les effets de l'inflation.

République Dominicaine

La Banque Mondiale (BM) se serait engagée le 19 mars à verser en 2024, via sa filiale IFC (Corporation Financière Internationale), environ 120 M USD aux banques dominicaines pour faire face aux effets du changement climatique et soutenir la croissance durable dans le pays. Les fonds auraient pour objectif de financer des actifs privilégiant les énergies renouvelables et les constructions durables. Cet engagement de la part de la BM s'est concrétisé autour de la signature du « Protocole Vert », accord volontaire par lequel plusieurs banques dominicaines se sont engagées à mettre en place des actions pour relever les défis environnementaux du pays, par le financement d'investissements verts ou la mobilisation de capitaux sur les marchés financiers. En raison du changement climatique, le pays pourrait cesser de générer jusqu'à 17 % de son PIB d'ici 2050, du fait que l'économie du pays dépend fortement de secteurs

comme l'agriculture, la sylviculture ou la pêche, lesquels sont vulnérables à la hausse des températures et aux épisodes de sécheresse.

Sainte-Lucie

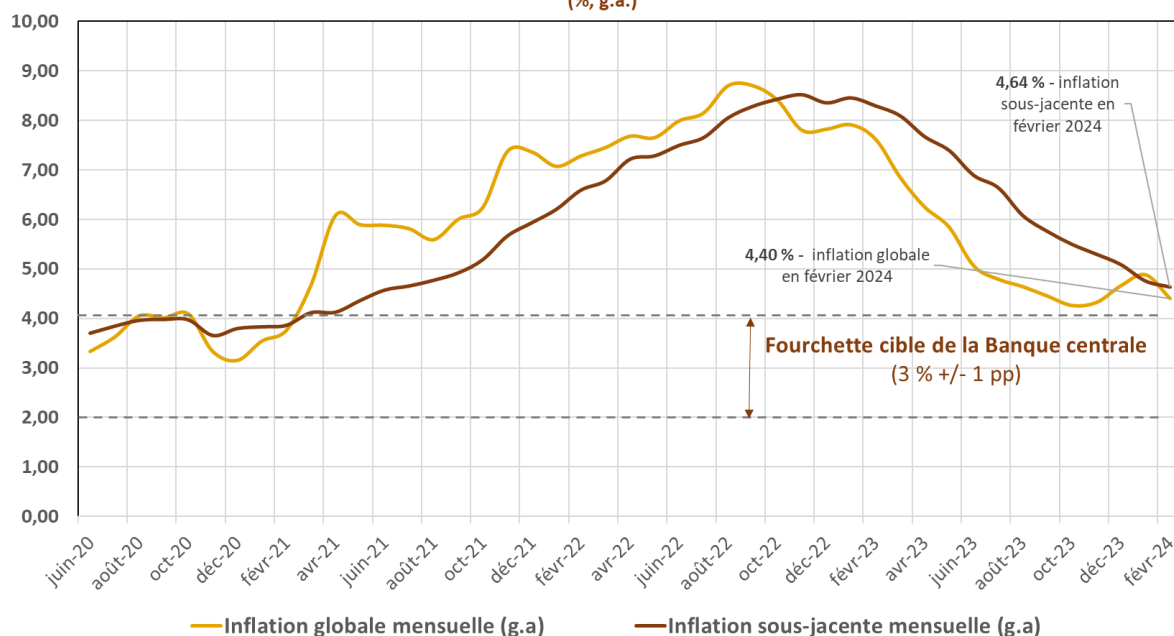
Le Ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, Gérald Darmanin s'est rendu à Sainte-Lucie le vendredi 15 mars, dans le cadre de son déplacement en Martinique. Lors de sa rencontre avec le Premier Ministre Philip Pierre, ils ont annoncé le déploiement de futures coopérations avec les autorités dans la région en matière d'éducation, d'agriculture, de santé et de sécurité pour lutter notamment contre le trafic de drogue et la prolifération des armes à feu dans la région.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 810,1	- 8 %	5,8 %	3,9 %	3,2 %	2,7 %	54,7 %	3,8 %	11%
Belize	0,5	3,22	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	4 %	3 %	57,3 %	1,7 %	2,25 %
Costa Rica	5,3	85,6	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	4,4 %	3,2 %	61,8 %	1,9 %	5,75 %
Guatemala	19,4	102,8	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	27,9 %	5,5 %	5,00 %
Honduras	10,7	35,99	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,2 %	46,6 %	4,7 %	3,00 %
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	40,2 %	5 %	7,00 %
El Salvador	6,4	35,3	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	73,4 %	2,4 %	--
Haïti	12,4	25,9	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,4 %	18,6 %	13,4 %	10,00 %
Jamaïque	2,8	18,8	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	1,8 %	68,4 %	5 %	7,00 %
Panama	4,5	82,3	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	52,3 %	1,9 %	--
République Dominicaine	10,8	120,6	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5,2 %	59,4 %	4,2 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

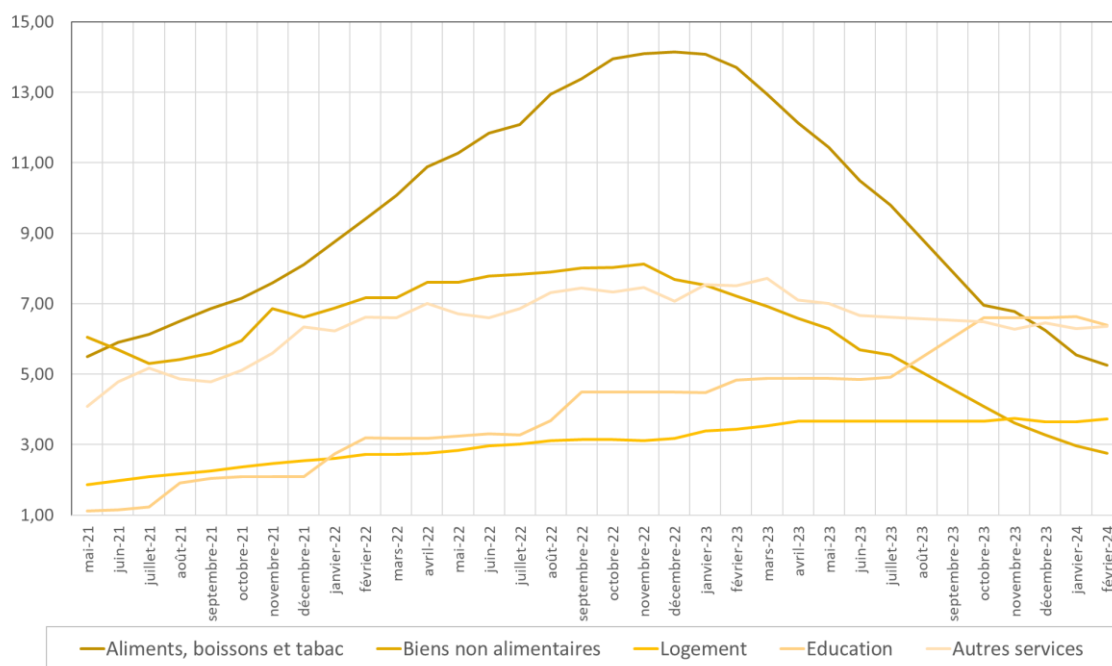
–Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (% g.a.)



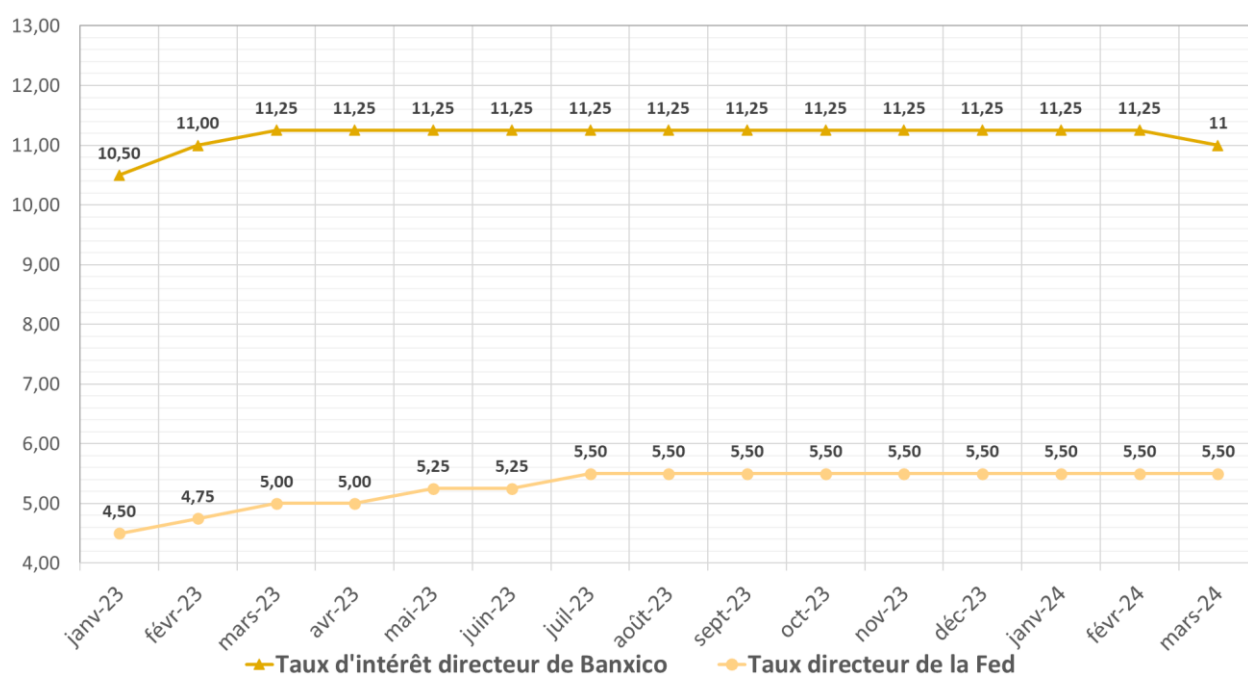
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

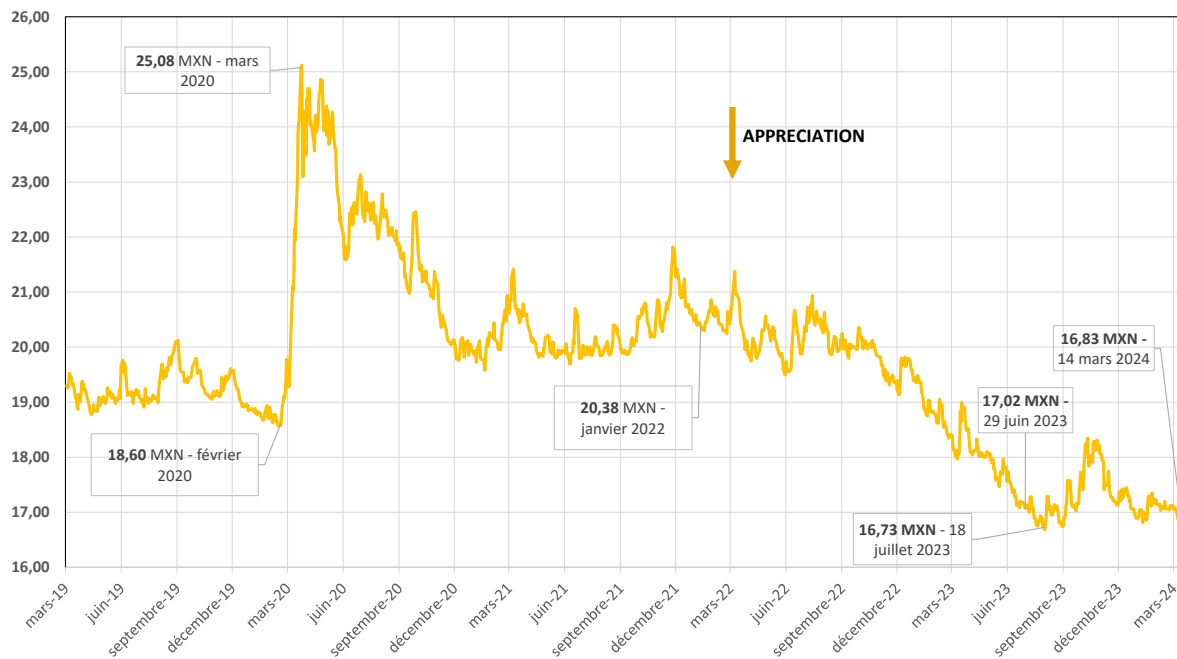
DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAIN (%)



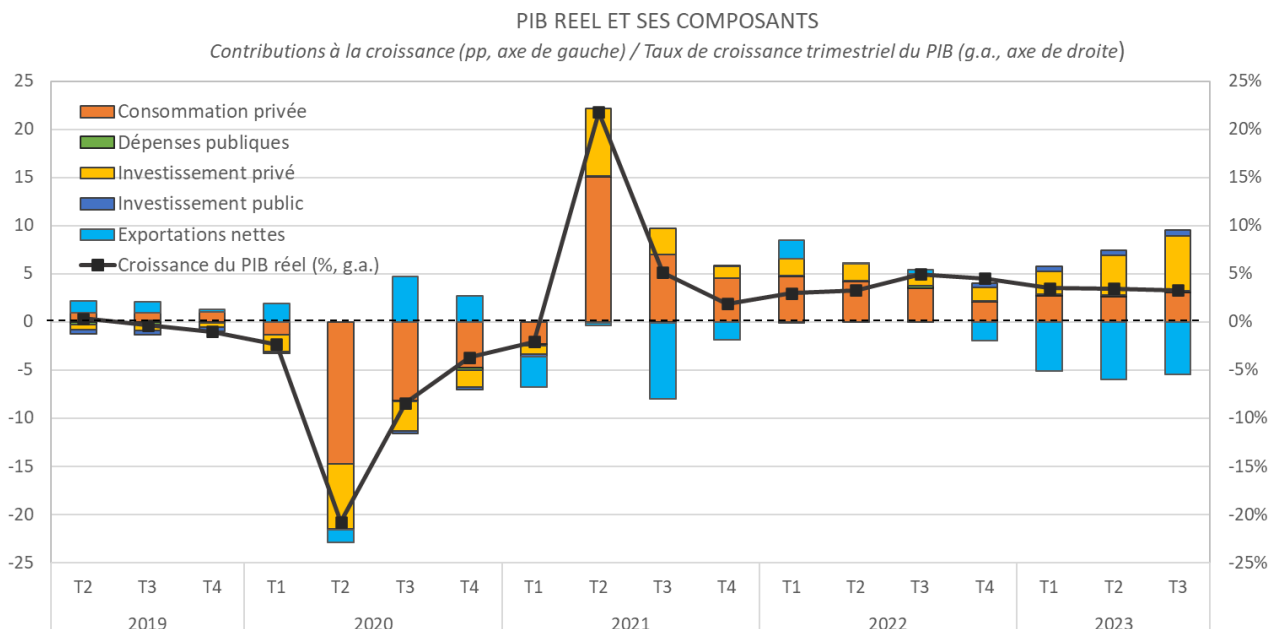
date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550

Source: Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

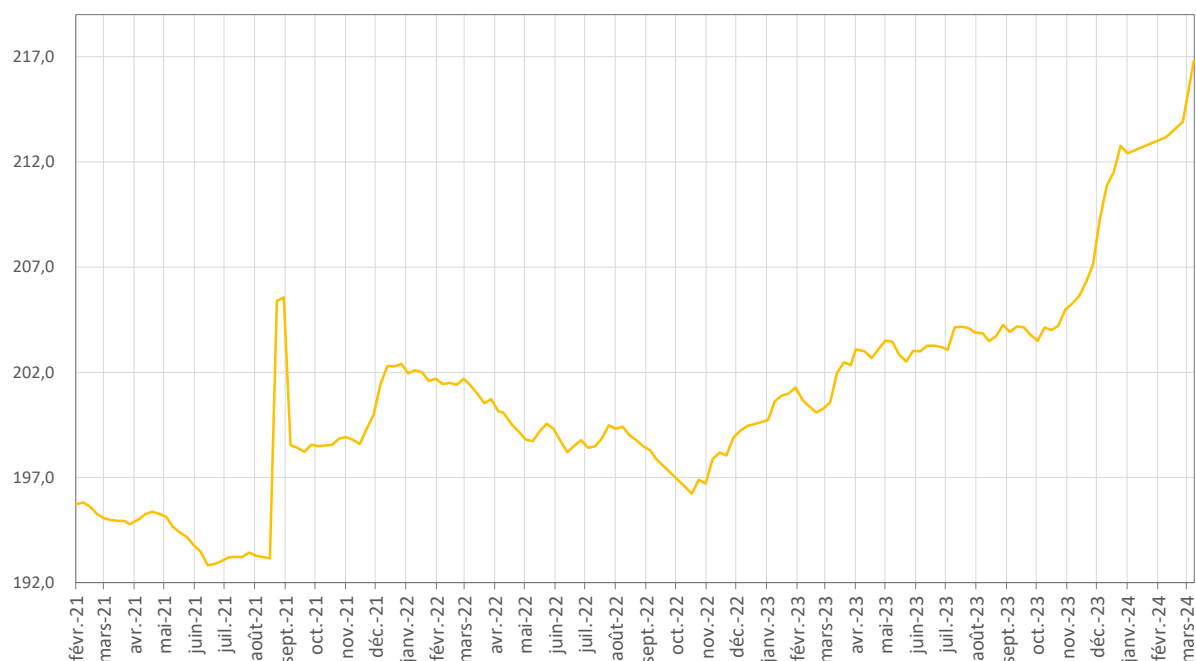


Source: Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr